

Revendications des professeurs de philosophie lillois

Réunis ce mardi 27 juin à Lille nous faisons plusieurs constats :

- Les épreuves de spécialités passées en mars ont profondément modifié notre enseignement de philosophie. La focalisation des élèves sur ces examens ne nous permettait plus de maintenir un enseignement serein avec la possibilité de donner des exercices au moins un mois avant. Une fois ce moment passé, nous avons observé un relâchement, un accroissement de l'absentéisme et une moindre motivation.
- Ces mêmes épreuves, dont les résultats ont été transmis aux élèves en avril ainsi que l'annonce des décisions de Parcoursup début juin, ont transformé l'épreuve de philosophie en variable négligeable aux yeux de la plupart des élèves.
- Le refus de la part du ministère d'avancer l'épreuve de philosophie de trois jours contraint les académies à des calendriers invraisemblables pour maintenir un temps de correction un peu décent. Les copies test sont à présent découvertes et corrigées lors des réunions d'entente et nous ne prenons connaissance de nos lots qu'ensuite. La correction s'est transformée en une course qui nous interdit de vrais moments d'échange.

Cette situation qui résulte de décisions politiques, imposées verticalement sans la moindre concertation, nous détermine à formuler les revendications suivantes :

- Le retour à des conditions d'harmonisation des notations nous permettant d'effectuer sérieusement ce travail, avec l'envoi des copies tests dans un délai suffisant pour les évaluer, soit au moins un jour complet avant la première réunion d'entente.
- L'abandon du passage anticipé des épreuves de spécialité.
- L'augmentation des coefficients des épreuves de philosophie dans les séries générales et technologiques.
- L'épreuve de philosophie doit être avancée de trois jours.
- Dans la logique de ce qui précède, les résultats d'orientation seront transmis aux élèves après l'ensemble des épreuves.
- A cela nous ajoutons le maintien de notre demande de dédoublement systématique des classes de séries technologiques. La réforme en cours dite du « PACTE », outre le fait qu'elle vise à détruire nos statuts, ne résoudra rien car nous avons besoin d'un temps en effectif réduit dans toutes ces classes.
- Nous appelons les collègues dans leur ensemble à refuser de signer toute forme de dispositif mis en place dans le cadre du PACTE. Nous exigeons en lieu et place de cette réforme inique une véritable revalorisation des salaires de l'ensemble des personnels.
- Nous tenons également à exprimer toute notre solidarité avec les collègues des

- Lycées professionnels qui subissent également une réforme destructrice.
- Enfin, nous restons critiques à l'égard de la correction sur écran qui nous contraint à une connexion constante. Nous demandons que les collègues qui le souhaitent puissent au minimum télécharger leur lot et l'imprimer dans leur établissement. Nous dénonçons également le coût écologique de toute la procédure Santorin.

motions adoptée à l'unanimité par les correcteurs de l'après-midi (68 pour) et par 78 pour (et 2 abstentions) le matin.